



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Rue du Cul d'Anon  
49183 Saint-barthélémy-d'anjou

Nantes, le 13/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BUTAGAZ SAS**

47/53 rue Raspail  
92300 Levallois-Perret

Références : SRNT-2026-0174  
Code AIOT : 0006300967

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2026 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 8 route de Mulsanne BP 60 72230 Arnage. L'inspection a été annoncée le 29/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent contrôle aborde les suites de la précédente inspection et intègre l'action régionale sur l'état des matières stockées et les premiers prélèvements environnementaux. Notons que ce dernier sujet avait déjà été abordé lors de la précédente inspection, il n'est donc repris que les points sur lesquels il avait été formulé des observations.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTAGAZ SAS
- 8 route de Mulsanne BP 60 72230 Arnage

- Code AIOT : 0006300967
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement exploite un dépôt de gaz pétroliers liquéfiés (GPL) avec un réservoir sous talus, ainsi que sous forme conditionnée, en bouteilles. L'établissement est classé SEVESO seuil haut.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- SGS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suite de la précédente inspection	Autre du 28/10/2025	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
2	Article 50 - État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
8	Vérification des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Formation sur le risque des installations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	SGS - Organisation et formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 1	Sans objet
5	Anomalies de mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	MMR - Vérification des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au présent contrôle :

- Il est nécessaire que l'exploitant apporte des précisions concernant les prélèvements environnementaux et notamment identifie les laboratoires susceptibles de procéder à des analyses des prélèvements réalisés et sous quel délai. À noter que le guide FGL est en cours de révision et est susceptible de modifier la stratégie mise en place par l'exploitant dans le futur.
- Sur l'état des matières stockées, l'exploitant a mis une méthodologie simplifiée visant à répondre à l'objectif de l'état des matières stockées. Il est cependant nécessaire d'étudier la possibilité de procéder à une version spécifique pouvant être communiquée au grand public et à la préfecture.
- Des éléments sont demandés sur certains points du rapport de vérification des installations électriques et sur la foudre.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la précédente inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/10/2025
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport d'inspection du 07/10/2025
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Point 1 - Détail des actions :</b>  <b>Sous un délai de 3 mois,</b> l'exploitant complétera ses consignes en cas de coupure électrique en veillant à expliciter les temps de décharge attendus des équipements de secours (onduleur), en déduira les délais pour la mise en place du groupe électrogène et le cas échéant les mesures compensatoires nécessaires résultant des conséquences des éléments ne pouvant être secourus par le groupe électrogène.</p> <p><b>Point 2 - Évaluation des temps et durées d'autonomie</b>  <b>Sous un délai de 3 mois,</b> l'exploitant évaluera les durées d'autonomies des moyens de secours électriques de son site, déterminera les actions à réaliser en fonction de la durée de la perte de l'alimentation électrique, ainsi que les mesures compensatoires éventuellement nécessaires en cas d'arrêt de longue durée et de la perte de l'onduleur ne pouvant être secouru. Les deux derniers éléments peuvent être réalisés par mise à jour des consignes prévues au point n°4.</p> <p><b>Point n°3 - Points de prélèvements (sans suite)</b></p>

**Observation :** les points de prélèvements ont été choisis en fonction de l'orientation du vent, mais pas en fonction de l'exposition à une population sensible (école, ERP...). L'exploitant engagera une réflexion sur le positionnement des points de prélèvements retenus.

**Point n°4 - Laboratoire de prélèvements (sans suite)**

**Observation :** L'exploitant n'a pas identifié de laboratoire en capacité d'analyser les lingettes et les sacs Tedlar. L'exploitant s'accordera avec un laboratoire d'analyses pour s'assurer que les prélèvements soient analysés dans un délai raisonnable, conformément au paragraphe 6.2 du guide France-Chimie-Ufip EM « Guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie ».

**Point n°5 - Alarmes sonores**

Dans le cadre d'un test d'activation des moyens de lutte contre l'incendie, l'inspection a constaté que l'alarme de rassemblement n'était pas audible à certains endroits du site. L'exploitant justifiera que l'alarme reste audible pour les agents présents sur site.

**Constats :**

Lors du présent contrôle, l'exploitant présente la réponse apportée à la précédente inspection. À noter que dans le cas présent l'inspection n'avait pas reçu le document papier. Le document a été transmis par courriel en date du 10 avril 2026.

**Points n°1 et n°2 : Sur la perte d'utilité,** l'exploitant présente la modification du document de référence avec l'indication des principaux temps de mise en œuvre des actions. En particulier, il est fait référence à la mise en place du by-pass du jaugeur. En effet celui-ci est secouru par un onduleur distinct de plus faible capacité. Il est donc nécessaire de mettre en œuvre un by-pass afin d'éviter le déclenchement de la défense contre l'incendie lors de la perte de l'onduleur. Il est constaté que l'exploitant a complété le document.

**Points n°3 et n°4 : Sur les premiers prélèvements environnementaux,** il n'était pas indiqué de non-conformités conduisant à des suites, mais uniquement des observations. L'une d'entre elle concernait le choix des points de prélèvements pour la prise en compte des populations sensibles. Lors du contrôle, il est fait état de réflexion au niveau de la fédération professionnelle et l'élaboration d'un guide qui serait validé par le ministère. Une réunion en ce sens serait prévue le 10 avril 2026. Selon les éléments indiqués, cela conduirait à un périmètre restreint avec le suivi d'un seul traceur. Rappelons que les prélèvements environnementaux chez la société BUTAGAZ concernent exclusivement l'incendie de bouteilles composites. **Il est demandé à l'exploitant d'apporter des précisions sur la sensibilité des points de prélèvements choisis.**

Le second point concernait l'identification des laboratoires. Dans le cas présent, c'est l'exploitant qui procède aux contrôles sur son établissement et à la réalisation des prélèvements. Celui-ci a prévu des sacs Tedlar et des lingettes qui doivent, le cas échéant faire l'objet d'analyses spécifiques par un laboratoire extérieur. À ce jour, les laboratoires extérieurs n'ont pas été identifiés, ce qui ne permet pas de connaître leur temps d'intervention.

L'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, prévoit l'identification des personnels compétents ou organismes habilités à analyser les prélèvements. **Dans l'attente de l'élaboration**

du guide, il est demandé à l'exploitant d'identifier un laboratoire susceptible de procéder à l'analyse des sacs tedlar et des lingettes (article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014).

**Point n°5 : Sur les alarmes sonores et visuelles de l'établissement,** lors de la précédente inspection, il avait été constaté que l'alarme sonore pour le rassemblement n'était pas audible à certains endroits du site. Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant avait procédé à l'ajout de dispositifs d'alarmes. Il est constaté que ceux-ci sont audibles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- **Sur les prélèvements environnementaux,** il est demandé à l'exploitant d'indiquer les actions prévues afin d'identifier les laboratoires susceptibles d'analyser les prélèvements environnementaux et d'apporter des précisions sur les points de prélèvements environnementaux tel que cela était demandé lors de la précédente inspection. Le cas échéant, il pourra être tenu compte du nouveau référentiel si celui-ci est validé par le ministère.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 2 : Article 50 - État des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

**Prescription contrôlée :**

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet

de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

L'établissement comporte des produits dangereux susceptibles de conduire à des mentions de dangers et à un classement au titre 4XXX. Le site comporte un stockage relevant de la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées en réservoir sous talus, ainsi que des bouteilles de gaz (métalliques et composites). En complément, il est également présent un stockage de fioul destiné à l'alimentation des groupes motopompe.

Actuellement, en cas d'incident sur le site, l'outil mis en place au niveau de l'établissement consiste en un tableau indiquant les quantités présentes dans chacune des parties de l'établissement. Celui-ci est sous la forme d'un plan affiché dans le bâtiment à l'entrée du site. Ce tableau est mis à jour quotidiennement avec les informations issues de l'exploitation. Le tableau est pris en photo et transmis sur le groupe WhatsApp pour partage et usage en cas de problème sur le site.

Le plan permet de connaître directement la typologie de produits présents dans chacune des parties de l'établissement et la quantité totale à l'échelle de l'établissement. D'un point de vue formel, les familles de mentions de dangers ne sont pas connues. À noter qu'il n'est présente qu'une typologie principale, à savoir les gaz inflammable et une typologie secondaire les liquides inflammables destinés à alimenter les groupes motopompes.

Pour ce qui concerne l'information de la population, cet état n'est pas synthétique et ne pourrait pas permettre à la Préfecture de réaliser une information, ou une vulgarisation immédiate.

Pour ce qui concerne le recalage, l'exploitant dispose d'outils internes permettant de connaître précisément la quantité présente dans le réservoir en fonction de la pression et de la température. Il est également capable de connaître précisément la quantité de bouteilles présentes dans l'établissement par comptabilisation quotidienne.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'étudier la possibilité d'extraire les données de ses bases informatiques afin de les présenter sous forme de tableau simplifiée pouvant être communiqué d'une part à la préfecture et d'autre part pouvant servir à l'information de la population.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation sur le risque des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'objectif était ici de s'assurer des formations sécurité pour les personnes susceptibles d'intervenir sur l'établissement et notamment les chauffeurs et les personnes extérieures. Lors de l'inspection, l'exploitant présente les modalités pour s'assurer que les personnes susceptibles d'intervenir sur le site font l'objet d'une formation adéquate aux risques.</p> <p>L'exploitant dispose d'un outil dédié en ligne permettant de communiquer aux personnes intervenant sur l'établissement les risques liés aux installations et la conduite à tenir, notamment en cas de survenu d'un incident sur le site. Cet outil dispose de questionnaires pour vérifier la bonne connaissance des consignes par ces personnes. Il s'agit d'une formation sécurité permettant d'obtenir un passeport sécurité.</p> <p>Cette formation sécurité est un préalable à l'enregistrement des chauffeurs susceptibles d'intervenir sur le site et aux personnes extérieures. Des fiches réflexes existent sur les conduites à tenir pour les différentes thématiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : SGS - Organisation et formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation et formation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'objectif est ici de s'assurer de la formation reçue par les chauffeurs de poids lourd intervenant au niveau des postes de chargement en libre-service. Ces derniers sont susceptibles d'intervenir en cas d'incident.</p>



<p>Ainsi qu'explicité précédemment, les chauffeurs de poids lourd reçoivent une formation spécifique sécurité avant toute entrée sur le site. Pour ce qui concerne les postes de chargements en self-service, les chauffeurs disposent d'un parcours de formation spécifique en vue de déterminer leur capacité à procéder à des chargements seuls. Après plusieurs passages sur le poste de chargement accompagné, l'aptitude au poste de chargement self-service fait l'objet d'un examen à l'aide d'une check-list (document Ap.ME/EP.01). L'exploitant dispose d'un dossier par chauffeurs susceptibles d'intervenir sur l'établissement. Des fiches réflexes existent également sur les conduites à tenir sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Anomalies de mesures de maîtrise des risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Enregistrement des défaillance de MMR</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du présent contrôle, l'exploitant a présenté les enregistrements des défaillances des MMR de l'établissement enregistrées dans son logiciel de gestion, ainsi que les marches équivalentes mises en place. Sur la période 2025/2026, il est enregistré 10 anomalies. Toutes ne concernent pas des MMR. Une anomalie est en cours concernant les pertes d'utilités de l'établissement. Les éléments détaillés sont repris en constat confidentiel. Il n'est pas constaté de non-conformité vis-à-vis des points analysés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : MMR - Vérification des mesures de maîtrise des risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clapets de fonds des camions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p>

<p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les informations concernant la mesure de maîtrise des risques analysées sont reprises en annexe du présent rapport d'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Vérification des installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification des installations électriques au titre du code du travail réalisé le 15 octobre 2025. Le document ne fait pas état de non-conformités. Par contre, il est fait état de trois éléments non vérifiables. Cela concerne d'une part les prises de terres haute tension qui n'ont pas pu être vérifiées devant l'impossibilité de planter physiquement les piquets de référence. La seconde limitation concerne la même limitation pour la partie basse tension...</p> <p>Une troisième limitation du champ de contrôle est présente dans le document. Il est indiqué l'impossibilité technique d'évaluer le courant de court-circuit dans l'armoire du bâtiment du garage chariot.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que le prestataire en charge du contrôle est en mesure de contrôler l'ensemble des dispositions relevant de son périmètre de contrôle afin de vérifier l'absence d'anomalie sur les installations électriques.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 8 : Vérification des installations de protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre du présent contrôle, l'exploitant présente un rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre en date du 20 janvier 2026. Le document fait état de non-conformités. L'une concerne le respect de la règle des 50 cm pour une armoire d'éclairage, en cours de normalisation. La seconde concerne une mesure de prise de terre anormale au niveau de l'une des descentes du réservoir. Une intervention était en cours le jour de l'inspection afin d'identifier précisément le problème. La troisième concerne le remplacement d'une tresse détériorée sur un bras du poste de chargement. L'exploitant indique avoir procédé à son remplacement. Par courriel en date du 10 avril 2026, l'exploitant a transmis un rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre mis à jour suite à la levée des réserves (date du 10 avril 2026). La synthèse des conclusions fait apparaître un état général conforme. Bien que le rapport indique un état de conformité global Ok, le document fait apparaître des points marqués NC (non conforme). Ces points de non-conformité n'entraînent pas de non-conformité réglementaire qui sont indiqués de façon distincte. Les éléments indiqués sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• type de fusible pour le TGBT (alimentation chargeur) et 48 volts BLS ;</li> <li>• règle de câblage 50 cm pour l'armoire générale éclairage ;</li> <li>• conducteur 9-14, mais une explication a été apportée ;</li> <li>• la liaison équipotentielle du bras.</li> </ul>

Concernant le réservoir sous talus, et la liaison équipotentielle 9-14, il est précisé : "Le point de mesure n°14 est défaillant depuis l'origine de l'installation." "En recommandation, il est stipulé que la NC ne sera pas levée et que le point de mesure 14 sera remplacé par le point de MALT basse."
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Suite à l'inspection, il est demandé à l'exploitant de faire un point de situation sur les autres non-conformités n'entraînant pas de non-conformités réglementaires au sens des éléments de l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours